

Les organismes signataires, préoccupés par l'avenir de la population à faible et modeste revenus, invitent la population montréalaise à interpeller les partis, les candidates et les candidats pour obtenir des engagements clairs contre la pauvreté.

Afin de faire avancer ces revendications, vous êtes invitéEs à :

- **Participer aux assemblées et aux débats de quartier**
- **Questionner vos candidates et vos candidats**
- **Participer à l'assemblée publique du 26 septembre au Centre St-Pierre**
- **Participer à l'action unitaire montréalaise du 17 octobre (information à venir)**

Coalition On vote contre la pauvreté à Montréal

Fédération des OSBL d'Habitation de Montréal
Front d'action populaire en réaménagement urbain
Regroupement des organismes communautaires famille de Montréal
Regroupement Intersectoriel des Organismes Communautaires de Montréal
Table de concertation de Pointe Saint-Charles, Action Gardien
Table des groupes de femmes de Montréal
Table régionale des centres de femmes de Montréal-Laval
Table Régionale des Organismes Volontaires de Montréal

Pour plus d'information :
montrealcontrelapauvrete@gmail.com

Et suivez-nous sur Facebook : [Coalition on vote contre la pauvreté](https://www.facebook.com/CoalitionOnVoteContreLaPauvreteAMontreal)
<https://www.facebook.com/CoalitionOnVoteContreLaPauvreteAMontreal>

Le 3 novembre 2013, On vote contre la pauvreté



Le 3 novembre prochain, il y aura des élections municipales à Montréal. C'est le moment d'interpeller les candidates, les candidats et les partis sur ce qu'on voudrait qui change dans nos quartiers, dans notre Ville.

Pour le droit au logement

Parce que ; 66% des ménages sont locataires dont la majorité sont des femmes.

Parce que ; 91 235 d'entre eux doivent consacrer plus de la moitié de leur revenu au loyer et que pour 47 725, c'est 80% de leur revenu qui y passe.

Nous voulons la construction d'au moins **22 500 nouveaux logements sociaux** au cours des 5 prochaines années et pour cela, la Ville doit exercer les pressions nécessaires auprès des gouvernements supérieurs afin d'obtenir leurs contributions financières. Sans plus attendre, elle doit **acheter des terrains et des bâtiments vacants** destinés à un développement résidentiel et les **réserver pour des futurs projets** de logements sociaux.

Pour le droit à la mobilité par le transport en commun

Parce que ; les tarifs du transport en commun ont connu une hausse fulgurante entre 2001 et 2013 : 58% pour la CAM, 100% pour le tarif réduit, 181% pour le billet unitaire.

Parce que ; les personnes en situation de pauvreté se comptent par centaines de milliers ; 29% de la population vit sous le seuil de faible revenu et la majorité sont des femmes. Les tarifs actuels obligent ces personnes à rester confinées chez elles, en situation d'isolement et cela nuit à leurs recherches d'emploi ou à leurs accès aux ressources communautaires.

Nous voulons l'instauration d'une **accessibilité universelle aux transports en commun**, en passant par le **gel des tarifs** et l'instauration d'une **tarification sociale** et par le développement des réseaux de transport collectifs accessibles à toutes et à tous.

Pour une réelle égalité entre les femmes et les hommes

Parce que ; la pauvreté a un sexe.

Parce que ; le revenu d'emploi moyen des montréalaises (28 161\$) était de 11 972\$ inférieur à celui des hommes (40 133\$) en 2005.

Parce que ; certaines femmes sont particulièrement touchées par la pauvreté : les femmes à la tête d'une famille monoparentale (84%), les aînées, les femmes immigrantes et racisées, les femmes autochtones et les femmes en situation de handicap.

Nous voulons que l'administration municipale endosse une véritable politique d'**égalité hommes / femmes** et tienne compte de la **situation spécifique des femmes**, en particulier de celles qui vivent des discriminations multiples, dans les politiques, les **offres de services**, les analyses et les processus d'**embauche** de la Ville de Montréal.

Pour des quartiers où nous pourrions vivre

Parce que ; le développement actuel (condo-auto) ne tient pas compte des besoins des montréalaises et des montréalais.

Parce que ; trop de citoyennes et de citoyens n'ont pas, à proximité de leur lieu de résidence, des commerces et des services qui répondent à leurs besoins de base.

Nous voulons des réelles stratégies municipales pour **développer des milieux de vie** complets, avec des services et des commerces **de proximité**, incluant écoles, CPE, bibliothèques, loisirs, emplois, parcs, agriculture urbaine.

Pour des services municipaux

Parce que ; les services publics municipaux sont de plus en plus payants et de moins en moins accessibles.

Nous voulons la préservation de l'accessibilité et de la gratuité des services publics municipaux.

Pour une ville démocratique

Parce que ; toutes les résidentes et tous les résidents des quartiers de Montréal doivent avoir leur mot à dire dans l'évolution de leur environnement et de leur Ville.

Nous voulons l'adoption de **règles claires** et uniformes dans le fonctionnement des conseils d'arrondissements, pour **favoriser la participation citoyenne**. Une **reddition de compte de la part des éluEs** devrait être faite annuellement dans le cadre d'une assemblée publique. Enfin, la Ville et les arrondissements doivent mettre en place de réelles conditions de **participation aux consultations** et ce, à toutes les étapes.

Pour le droit de manifester

Parce qu'il y a eu abus de la part des forces policières ; par exemple, entre les 1^{er} février et 1^{er} mai 2013, il y a eu 1151 arrestations au cours de 5 événements à Montréal.

Nous voulons l'abrogation immédiate du règlement municipal P6 (communément appelé le règlement anti-masque) dans son ensemble, plus particulièrement les articles 2.1 et 3.2 qui ont été introduits le 19 mai 2012, ainsi que l'amendement apporté à l'article 7 à pareille date.

Faites-vous entendre !